



HAL
open science

Des “ enfants monstrueux de 68 ” ? À propos des mouvements politiques violents et des médias (France-Allemagne, 1968-1998)

Fanny Bugnon

► **To cite this version:**

Fanny Bugnon. Des “ enfants monstrueux de 68 ” ? À propos des mouvements politiques violents et des médias (France-Allemagne, 1968-1998) . Matériaux pour l'histoire de notre temps, La contemporaine, 2009, Les années 68 : une contestation mondialisée. Résonances et interactions internationales, 94 (2), pp.47-52. 10.3917/mate.094.0007 . halshs-00418535v2

HAL Id: halshs-00418535

<https://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-00418535v2>

Submitted on 29 Jul 2022

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Des « enfants monstrueux de 68 » ?

Fanny BUGNON

À propos des mouvements politiques violents et des médias (France-Allemagne, 1968-1998)¹

Il y a quarante ans, la dynamique contestataire agitant les pays industrialisés a vu renaître l'action politique violente. Ainsi, des deux côtés du Rhin, la radicalisation des pratiques militantes a pu déboucher sur ce que Gérard Chaliand appelle le « terrorisme à vocation révolutionnaire² ». Il faut également considérer le rôle essentiel joué par la répression de la contestation issue de 68 pour comprendre la radicalisation des pratiques, comme le souligne Isabelle Sommier : « *Les mouvements étudiants vont en partie basculer dans la violence par leur rencontre, sur le terrain, avec les forces de l'ordre, lesquelles sont, par leur fonction même, "disposées" à symboliser l'adversaire étatique³.* » La répression influe donc sur le passage de l'acceptation abstraite, rhétorique, de la violence comme moyen d'action politique à sa mise en application concrète.

Il nous semble intéressant de poser ici la question des rapports entre la contestation de 1968 et deux mouvements politiques violents, s'inscrivant dans des temporalités différentes, et ce, afin d'envisager l'impact de l'événement « 68 » sur les représentations des pratiques militantes. Et cela parce que « *la durée de la lutte armée en Europe interdit de considérer cet épisode de violence comme un épiphénomène. Pendant plus de vingt ans, des militants d'extrême gauche répondent affirmativement à la question de la prise d'armes dans des pays célébrés pour leurs vertus démocratiques⁴.* ».

D'un côté, apparue en République fédérale d'Allemagne dans le sillage immédiat des événements de 68, la Rote Armee Fraktion (RAF) a pratiqué ce qu'elle appelle la « guérilla urbaine » entre 1970 et 1998. Outre sa longévité, elle présente la particularité d'avoir brassé plusieurs générations de militants dont la première a été actrice de la contestation en 1968. De l'autre, Action Directe (AD) s'est manifestée dix ans après les événements du printemps français, entre 1979 et 1987. En raison de leur âge, ses membres n'ont que peu participé directement à ces événements, mais sont issus de la vaste mouvance d'extrême gauche qui a agité les années 1970. Certes, d'autres groupes⁵ ont eu recours à la violence politique des deux côtés du Rhin dans le sillage de 1968, mais le choix de ces deux organisations se justifie notamment par le fait qu'elles se sont rapprochées en 1985 au sein d'un « front anti-impérialiste », dans l'objectif de « l'unité des révolutionnaires en Europe de l'Ouest ». En somme, la RAF se situe et dans la superposition et

1. Cette communication s'inspire d'un travail de recherche en cours dans le cadre d'une thèse de doctorat d'histoire consacré aux discours médiatiques en France à propos de la violence politique de femmes impliquées dans des organisations dites « terroristes révolutionnaires » (Chaliand, 1985) en Europe depuis les années 1960.

2. Gérard Chaliand, *Terrorismes et guérillas*, Paris, Flammarion, 1985.

3. Isabelle Sommier, *La Violence politique et son deuil. L'après 68 en France et en Italie*, Rennes, Presses universitaires de Rennes (PUR), 1998, p. 163.

4. Ami-Jacques Rapin, *Généalogie stratégique de la guérilla urbaine. La Gauche prolétarienne et la Rote Armee Fraktion face à la question de la prise d'armes (1969-1974)*, thèse de sciences sociales et politiques, Université de Lausanne, 1996, p. 9.

5. À titre d'exemples, citons notamment le Mouvement du 2 juin et les Revolutionäre Zellen (RZ) en Allemagne, la Nouvelle Résistance populaire (NRP, liée à la Gauche prolétarienne), les Groupes d'Action révolutionnaire internationalistes (GARI), les Noyaux armés pour l'autonomie populaire (Napap) en France.

dans le prolongement des mouvements contestataires de 1968 et de la nouvelle gauche quand AD se trouve plutôt à un moment de reflux de cette nouvelle gauche.

C'est à partir de textes publiés par la Rote Armee Fraktion et Action Directe et d'un corpus d'articles de la presse française⁶ depuis 1968 que se construit ce propos. Le dépouillement systématique permet de proposer une analyse de discours. L'analyse des représentations vise à cerner les conceptions des acteurs quand survient la violence politique et à en dire, peut-être davantage encore, sur ceux qui les produisent, ce qui inscrit notre démarche dans celle de l'histoire culturelle. Quels liens la presse française tisse-t-elle entre la dynamique contestataire issue de Mai-68 et la violence choisie comme mode d'action politique⁷ par la RAF et AD sur une période de trente ans ? S'interroger sur ces discours pose alors la question des enjeux des liens établis, au cours de cette période, par les médias français entre contestation et recours à la violence comme moyen d'action politique par des groupes clandestins en Allemagne comme en France. Et donc celle de la (re)construction mémorielle de l'événement « 68 » en France au regard des soubresauts des quarante dernières années.

Ainsi, en rappelant le contexte dans lequel l'utopie a été conjuguée au recours à la violence, il sera possible de contribuer à la définition de la construction du référentiel mémoriel des années 68.

Un printemps monolithique

La contestation de la fin des années 1960 est protéiforme, faite de ruptures et d'expérimentations multiples. Pour autant, les discours produits par la presse française depuis 1968 tendent à considérer 68 comme un bloc monolithique et non comme une multiplication, une superposition, voire une confrontation d'événements, dépourvu de chronologie précise, avec un printemps pour emblème. Y compris pour celles et ceux — en l'occurrence ici, les journalistes — qui ont pu être des acteurs de la contestation. Cela rend particulièrement ardue la compréhension des événements et leur construction mémorielle, notamment en raison du refoulement manifesté par nombre de militants d'extrême gauche qui peinent à assumer une part de leur passé.

La construction et l'entretien de l'image d'Épinal résumant les années 68 dans le slogan « sous les pavés, la plage » se doivent en partie aux acteurs eux-mêmes. Les discours agissent comme des révélateurs de la gestion d'un passé dont on tendrait à ne retenir et entretenir qu'une dimen-

sion joyeuse. Cette exaltation de la révolte d'une partie de la jeunesse constitue une représentation construite et constitutive d'une identité militante plus aisée à assumer sur le long terme. Comme si le printemps 68 n'était une référence positive, relativement inoffensive et qui n'avait été suivie d'aucune expérience militante significative.

La rhétorique mobilisée par les deux mouvements qui nous intéressent ici peut être rapprochée de celle du printemps français. Si la RAF et celle que l'on a coutume d'appeler sa « première génération » (1968-1972) a été actrice de la révolte post-68 en RFA, ses écrits et ceux d'AD se rejoignent sur le fond et sur la forme jusque dans leur communiqué commun de janvier 1985 : « *Il est aujourd'hui nécessaire et possible d'ouvrir dans les centres impérialistes une nouvelle phase du développement de la stratégie révolutionnaire authentique, et l'une des conditions à ce saut qualitatif est de créer l'organisation internationale du combat prolétarien dans les métropoles, son noyau politico-militaire : la guérilla ouest-européenne*⁸. » Action directe, en revanche, connaît un décalage chronologique puisque ses activités s'étalent de 1979 à 1987. Cependant, plusieurs de ses membres ont participé activement à la contestation de la décennie 1970. Se positionnant dans la continuité du mouvement autonome, qu'elle considère comme un antagonisme issu de 68, AD rejette « *la ligne révisionniste et la liquidation des expériences de l'après 68*⁹ ». Aux côtés des « piétons de Mai » se trouve donc une sorte de génération médiane constituée de « *ceux qui, trop jeunes, parce qu'encore dans l'enfance, n'eurent de 1968 que des échos immédiats sans participation mais dont l'adolescence fut traversée par l'engagement militant au cours de la décennie soixante-dix*¹⁰ ». De ce décalage, ils nourrissent une certaine rancœur à l'égard des leaders de Mai-68, les accusant, comme d'autres, d'avoir trahi la cause qu'ils s'étaient engagés à servir : « *Les commémorations institutionnelles de Mai ont porté au pinacle ces pseudo révolutionnaires. Leur chemin de Damas a été sanctifié. Et les clercs stigmatisent le "violent" comme une justification a posteriori de leur retour dans le giron des élites bourgeoises. 68 a été récupéré, car il pouvait encore l'être. Tous les aspects de contestataire métropolitain dont il n'était pas parvenu à se défaire complètement ont permis de phagocytter son histoire*¹¹. » En somme, ces deux organisations partagent une même intransigeance rhétorique, filiation de la radicalité des discours de 68.

La presse, de son côté, nourrit l'idée d'une trahison de « l'esprit de 68 ». Ainsi, *Le Monde* et *Le Figaro* se rejoignent sur le registre d'une filiation incestueuse entre 68 et Action directe : « *une lutte armée assez typique de l'époque post-68 en*

6. *Le Monde*, *Libération*, *L'Humanité*, *Le Figaro*.

7. Le qualificatif « terroriste » est généralement employé par les médias pour qualifier de manière générique l'ensemble des activités de ces mouvements. Nous utiliserons ici le concept « violence politique » que nous estimons plus opportun. Pour un aperçu des débats épistémologiques et lexicaux, cf. par exemple « La violence politique dans les sociétés occidentales », *Cultures & Conflits*, n° 9-10, 1993 ; *Cultures & Conflits fait le point sur le terrorisme* : <http://www.conflits.org/sommaire1145.html> et Isabelle Sommier, *Le Terrorisme*, Paris, Flammarion, 2000, pp. 69-115.

8. Pour l'unité des révolutionnaires en Europe de l'Ouest, 1985, consultable en ligne : <http://www.action-directe.net/modules.php?name=News&file=print&sid=15/>.

9. Anarchist Black Cross Gent, *Interview du collectif des prisonniers d'Action directe. I. Lutte armée*, 2000, p. 5.

10. Éric Vigne, « Des générations 68 ? », *Le Débat*, n° 51, septembre-octobre 1988, pp. 157-161, p. 158.

11. Joëlle Aubron, Nathalie Ménigon et Jean-Marc Rouillan, *Les Prisonniers politiques et la question de la violence révolutionnaire*, texte des membres d'Action directe emprisonnés en France, 19 juin 1998, p. 2.



Terroristes ? Les Vietnamiens ont accroché des photos de nous sur les murs de Hanoï car l'action de la RAF à Heidelberg a détruit l'ordinateur qui dirigeait les bombardements sur le Vietnam du Nord. De qui dépend que l'oppression demeure ? De nous. De qui dépend qu'elle soit brisée ? De nous ! (des combattants de la Fraction Armée rouge, prisonniers de guerre de l'impérialisme) (Bild).

France, "anti-système" mais sans vraies troupes, fidèle à ses convictions mais sans issue » (*Le Monde*, 3 mars 2006). Les militants sont ainsi les « enfants monstrueux de l'après 68 » (*Le Monde*, 17 novembre 1993), des « enfants de mai 68 qui auraient mal tourné » (*Le Figaro*), ou encore des « enfants de mai 68, mais aussi, et surtout des mutants » (*Le Monde*, 8 décembre 2001). En effet, ils sont perçus comme des héritiers quelque peu bâtards de 68, excroissance malheureuse d'un arbre qui aurait poussé « sur le terreau du mouvement autonome et d'un maoïsme en voie de décomposition avancée » (*Le Monde*, 17 novembre 1993).

À la différence de la contestation de la fin des années 60, il n'est plus question de pratique collective, recensée dans la rubrique « agitation » du *Monde* entre 1970 et 1972, mais d'une « poignée

de destins à la dérive [...] incapables de faire naître dans le public une fascination politique ou romantique » (*Le Monde*, 10 janvier 1988). Soulignant une certaine incohérence politique, les journaux semblent s'accorder sur une singularité française, distincte des mouvements violents connus par d'autres pays européens, Italie et Allemagne en tête, dans le sens où ces « soldats perdus de la lutte révolutionnaire » (*Le Figaro*) diffèrent des militants post-68 qui, eux, « n'ont jamais systématisé le recours aux armes sans pour autant y renoncer » (*Le Monde*, 1^{er} avril 1980).

Mais quand la violence symbolique bascule en France dans le crime de sang, en janvier 1985, avec l'assassinat de l'ingénieur général Audran, revendiqué de manière conjointe par AD et la RAF, il n'est plus question de « jouer aux Indiens et aux cow-boys » (*Le Monde*, 19 août 1982) mais

des « errements meurtriers d'une poignée d'enfants monstrueux de l'après-68 » (*Le Monde*, 17 novembre 1993). Ce discrédit est porté dès 1972 sur les activités de la RAF, mais privilégiant une approche factuelle. Bien loin des rêves sympathiques et de la rhétorique révolutionnaire post-68 pour laquelle il ne faisait guère preuve d'empathie, *Le Monde* s'inquiète alors de la manipulation qu'AD chercherait à opérer sur « la marge désespérée d'une jeunesse qui se croit trop souvent promise au chômage » (*Le Monde*, 25 janvier 1985). Les deux journalistes qui ont le plus couvert les activités d'AD, Laurent Greilsamer (essentiellement sur la période 1980-1993) et Edwy Plenel (ancien militant LCR, il signe notamment entre 1984 et 1987) témoignent d'une certaine inquiétude, craignant que ce signe de radicalisation annonce un scénario d'escalade et que des « années de plomb » à l'italienne se profilent en France. *Le Monde* rejoint ainsi *Le Figaro*, mais ne partage pas son alarmisme, restant sur l'interprétation d'une dérive de l'esprit libertaire et festif de 68.

Cependant, leurs analyses divergentes sont l'occasion de la réaffirmation de leur positionnement politique à propos de 68. *Le Figaro* pointe ainsi le laxisme des autorités au lendemain de l'élection de François Mitterrand, en particulier l'amnistie dont plusieurs membres d'AD ont bénéficié en août 1981. Il impute donc la responsabilité de l'escalade violente d'AD au gouvernement socialiste et en profite pour condamner l'émancipation féminine de la décennie 1970 des deux côtés du Rhin. Ainsi, la RAF, symbole du « terrorisme d'extrême gauche », issue de « la retombée du grand mouvement de mai 68 » (*Le Figaro*, 2 juin 1972) serait composée pour moitié de femmes, de « garçons » (*Le Figaro*, 6 août 1977). De la même manière, Nathalie Ménigon et Joëlle Aubron, suite à l'assassinat de Georges Besse en novembre 1986, sont qualifiées d'« amazones de la terreur » (*Le Figaro*, 20 novembre 1986). Que des femmes, en Allemagne comme en France, soient impliquées dans les activités de mouvements politiques violents apparaîtrait alors comme une double transgression, de l'ordre légal et de l'ordre sexué et l'on retrouve ici la thèse des ravages de l'émancipation individuel et collective issue de 68.

De son côté, *Libération* constitue un cas particulier dans le paysage médiatique français¹². Fondé en 1973, fruit du bouillonnement de 68, le journal a ceci de particulier que nombre de ses animateurs ont expérimenté la radicalité politique, par le biais notamment de groupes maoïstes, et ont été confrontés à la question de la prise d'armes dans le processus post-68. La question de la violence politique ne peut en effet être éludée, comme en témoigne la profusion de

textes qui lui sont consacrés, le plus symbolique étant *Vers la guerre civile*, co-écrit en 1969 par Serge July.

Dès ses débuts, *Libération* témoigne d'une relative solidarité avec la RAF en optant, outre le ton iconoclaste qui lui est propre, pour une stricte neutralité factuelle. Rejetant les discours de filiation entre la contestation de 68 et la violence politique de la décennie suivante, *Libération* fait de la « génération 1977 » de la RAF une génération héritière de la révolte étudiante, qui fait sien le principe fondateur qu'être révolutionnaire, c'est agir. *Libération* reprend également à son compte l'opposition entre des années 1960 joyeuses, euphoriques, et la « folie » des années 1970, parlant de « décennie perdue ». Serge July évoque lui aussi l'idée d'une dérive post-68, rejoignant partiellement, mais tout en voulant s'en démarquer, les thèses du *Monde* et du *Figaro*. AD rencontre peu ou prou le même traitement : une filiation idéologique de départ avec la contestation de la fin des années 1960, mais une « échappée sanglante » (*Libération*, 16 mai 1989). La sympathie de départ avec les actions symboliques et iconoclastes — comme la réquisition de la voiture de Lionel Jospin en août 1981 — se transforme rapidement en critique de sa déconnexion d'avec les mouvements sociaux. Cependant, *Libération* fait preuve d'une solidarité systématique face à la répression que rencontrent aussi bien AD que la RAF, et c'est bien là la singularité de sa position, d'autant qu'elle perdure dans le temps puisque le journal relaie les grèves de la faim des prisonniers d'AD ou de la RAF (janvier 1985 et décembre 1987-mars 1988 notamment) ainsi que les campagnes de solidarité menées pour obtenir la libération des prisonniers malades ou ayant accompli leur peine de sûreté (depuis 2000 essentiellement). Cette solidarité est justifiée dès 1977 par la responsabilité imputée à la politique répressive dans l'escalade de la violence depuis 1968 : « La répression de la révolte étudiante dans les quatre coins du monde a [...] provoqué une rupture totale avec une fraction d'hommes et de femmes qui prirent alors le parti de la rébellion ouverte¹³. »

La position constante de *Libération* est révélatrice d'un entre-deux hésitant entre une mémoire de 68 centrée sur la dimension festive et iconoclaste et des « professions d'amnésie¹⁴ » quant à la place occupée par la violence dans le répertoire de l'extrême gauche post-68. L'abandon progressif, dans la décennie 1970, d'un projet révolutionnaire, en Allemagne puis en France, projet élaboré dans le sillage de 68, ne fait que renforcer le sentiment d'une utopie romantique trahie par celles et ceux qui ont fait le choix des armes sur un temps relativement long.

12. Cf. François Samuelson, *Il était une fois Libé...*, Paris, Le Seuil, 1979 et la version augmentée publiée par Flammarion en 2007.

13. Serge July, « Notes sur les années 70 », *Libération*, édition spéciale : l'affaire allemande. De l'enlèvement de H. M. Schleyer à la mort d'Andreas Baader, 1977, p. 128.

14. Régis Debray, cité par Ami-Jacques Rapin, *Généalogie stratégique de la guérilla urbaine. La Gauche prolétarienne et la Rote Armee Fraktion face à la question de la prise d'armes (1969-1974)*, thèse de sciences sociales et politiques, Université de Lausanne, 1996, p. 11

Si l'on peut relever une certaine permanence des discours à propos de la filiation indirecte entre Mai-68 et les mouvements politiques violents, il est frappant de voir que tous, y compris ceux qui furent des « *piétons de Mai*¹⁵ », tendent à considérer le printemps 68 comme un événement au singulier. Selon leur positionnement politique, ils insistent sur la dégénérescence constituée par l'expérience de la lutte armée des deux côtés du Rhin, ou, au contraire, minorent en grande partie l'épisode gauchiste ultérieur, éludant la question de la violence pour se démarquer des mouvements politiques violents, dans la même manière qu'Isabelle Sommier l'a souligné à partir du concept de forclusion¹⁶.

Entre amnésie et stigmatisation

Le processus peut-être le plus efficace en la matière réside dans la disqualification de la violence. Il opère soit dès les premières actions menées par les organisations, soit à partir du passage de l'action symbolique, matérielle, aux attaques contre les personnes (mai 1972¹⁷ contre des bases des forces armées américaines en Allemagne pour la RAF, 1985 pour AD et son rapprochement avec la RAF).

L'un des moyens consiste alors à recourir à la figure du « terroriste » en guise de repoussoir systématique. Terme polémique s'il en est, puisque les acteurs de la violence le rejettent, préférant celui de « résistant » ou de « combattant », il sème la confusion entre l'assassinat politique et l'attentat aveugle dans un lieu public. C'est ainsi que *Le Figaro* et *L'Humanité* usent systématiquement de ce qualificatif, tant pour la RAF que pour AD. *Le Monde* y recourt également de manière générique à partir de 1972.

Libération l'utilise parfois pour employer les termes policiers, mais en utilisant souvent des guillemets. « *Terroriste* » agit comme un véritable stigmatisme et ne permet pas de rendre compte des motivations de ceux qualifiés ainsi. « *Les terroristes sont ceux que les États, les populations visées, ainsi que leurs médias, désignent comme tels à raison de méthodes qui suscitent une profonde angoisse [...]. Or il est rarissime que les intéressés reprennent cette dénomination à leur compte. Ils se positionnent comme des résistants qui recourent à la lutte armée, une expression susceptible de suggérer un certain parallélisme avec la force armée utilisée contre eux*¹⁸. »

Dans la même veine, *L'Humanité* use régulièrement, et en guise de repoussoir, du qualificatif « *anarchiste* » à propos des militants de la RAF et

d'AD, de la même manière avec laquelle Daniel Cohn-Bendit était stigmatisé comme « *l'anarchiste allemand* » (*L'Humanité*, 3 mai 1968). Mettant ces deux mouvements sur le même plan, les articles, souvent anonymes, se révèlent purement factuels et lapidaires. Débordé sur sa gauche, affaibli par la contestation post-68 et marqué davantage par la mémoire des grèves ouvrières, le Parti communiste a essuyé de vives critiques de la part de la jeunesse contestataire, notamment en raison de son alignement sur les thèses de Moscou et de son organisation oligarchique. Critiques auxquelles *L'Humanité* a répondu par une forte méfiance à l'égard de l'extrême gauche. Elle juge les mouvements politiques violents comme illégitimes, relevant du « gangstérisme politique » (*L'Humanité*, 13 février 1988). La RAF et AD se réfèrent régulièrement à Marx et à Lénine dans leurs écrits théoriques, ce qui oblige *L'Humanité* à s'en démarquer, insistant sur le fait qu'ils recourent à des « *concepts marxisants qu'eux seuls semblent comprendre* » (*L'Humanité*, 9 janvier 1989). Il s'agit alors de se réapproprier le marxisme et de l'absoudre de tout lien avec le « totalitarisme gauchiste », considérant la violence politique comme étrangère aux mobilisations sociales de 1968. 68 n'ayant pas été une révolution, au sens de l'orthodoxie marxiste, la violence n'y est pas légitime. Une façon de se réaffirmer comme les gardiens du temple.

En outre, le processus de disqualification de la violence s'accompagne de la négation de la dimension collective de l'expérience de lutte armée. Émanant de journalistes ayant participé à l'expérience contestataire, la contradiction est saisissante. Pour Serge July, la RAF est ainsi un « *embryon d'avant-garde politico-militaire du prolétariat* » qui incarne « *un totalitarisme d'extrême gauche, avec ses abus de pouvoirs qui font d'autant plus peur qu'ils viennent en partie de nous*¹⁹ ». Dix ans plus tard, suite à l'arrestation des derniers membres recherchés d'AD en 1987, *Libération* parle de « *pièdes nickelés* » du gauchisme « *reconvertis en vrais assassins* » (*Libération*, 23 février 1987). Le temps où le recours à la violence était envisagé dans le cadre d'un projet révolutionnaire forgé à la fin des années 1960 est en effet loin.

Autre dispositif déployé, l'individualisation de l'expérience des mouvements politiques violents. Cette pierre s'ajoute au processus de délégitimation de l'engagement de quelques-uns. On tend alors à résumer une expérience collective à quelques noms : Gudrun Ensslin, Jan-Carl Raspe, mais surtout Ulrike Meinhof et Andreas Baader pour la RAF. Militants de la première génération, ils sont les piliers de ce que tous les journaux de notre corpus s'accordent à appeler la « bande à

15. Éric Vigne, « Des générations 68 ? », art. cit., pp. 157-161, p. 158.

16. Isabelle Sommier, *La Violence politique et son deuil*, op. cit., chapitres 7 et 8 notamment.

17. Exception faite des décès survenus accidentellement comme celui d'un policier et d'une militante de la RAF en 1971.

18. Philippe Braud, *Violences politiques*, Paris, Le Seuil, 2004, coll. Points Essais, p. 10.

19. Serge July, « Notes sur les années 70 », art. cit., p. 130.

Baader ». L'emploi de cette expression générique dès 1971 est singulier à plusieurs titres. D'abord, parce qu'elle n'est pas usitée outre-Rhin, où il est plutôt question de « groupe Baader-Meinhof ». Ensuite, parce qu'elle rappelle la « bande à Bonnot », du nom du groupe anarchiste adepte de la propagande par le fait qui s'est illustré en France à la fin du XIX^e siècle. Enfin, et peut-être surtout, parce que cette expression continue à être employée après le décès des deux intéressés. En effet, Ulrike Meinhof et Andreas Baader décèdent dans leur cellule de la prison de Stammheim, l'une le 9 mai 1976, l'autre le 18 octobre 1977. Pourtant, jusqu'à l'autodissolution de la RAF en avril 1998, les journaux usent de la « bande à Baader » au présent. Action directe, en revanche, n'est la « bande » de personne, pas même de Jean-Marc Rouillon, pourtant systématiquement présenté comme « le cerveau » de l'organisation : « *Les armes à la main, il n'a cessé de livrer, ces dernières années, une étrange guerre à la "guerre impérialiste", selon sa phraséologie. À croire que le militant antifranquiste qu'il fut, encore adolescent, n'a pas enregistré que la guerre était finie* » (Le Monde, 29 janvier 1985). En personnalisant l'usage de la violence à des fins politiques, les journaux reprennent à leur compte la condamnation *a posteriori* de la violence avancée par plusieurs leaders de la contestation des années 68. Ainsi, en 1987, Alain Krivine, chef de file de la Ligue communiste révolutionnaire (LCR), a cette formule lapidaire : « *Baader, c'était du substitutisme imbécile. AD du crétinisme²⁰. Si le terrorisme ne s'est pas développé en France comme en Allemagne ou en Italie, c'est grâce à la présence d'une extrême gauche puissante dans l'après-Mai, et notamment la Ligue, qui a donné des perspectives à des gens qui auraient pu sombrer dans le désespoir.* »

Par ailleurs, des deux côtés du Rhin, la presse s'emploie à user de la figure du couple, un couple hétérosexuel, un peu maudit, à la manière de Bonnie & Clyde : Jean-Marc Rouillon et Nathalie Ménigon pour AD, Andreas Baader et Gudrun Ensslin, sa compagne, ou Ulrike Meinhof présentée plutôt comme son égérie. L'une des caractéristiques de l'écriture journalistique est la prégnance des stéréotypes sexués. Les motivations de l'engagement des femmes sont alors souvent relativisées sous couvert de passion amoureuse, de naïveté ou de faiblesse, quand elles n'incarnent pas une figure monstrueuse. La dimension politique de l'engagement est ainsi partiellement évacuée au profit de l'influence d'un homme. Que les partisans de l'émancipation individuelle en 68 considèrent l'engagement des femmes de cette façon ajoute une pièce à l'édifice de disqualification du militantisme violent des années 1970.

En niant la dimension collective de l'expérience de la violence et en personnalisant les activités d'organisations comme AD ou la RAF, il s'agit, notamment, de présenter le choix des armes comme un processus inverse à la dynamique née de la contestation de 68. Hésitant entre amnésie et stigmatisation, les discours agissent comme des révélateurs de la gestion d'un passé contestataire auquel certains ont pris part quand d'autres l'ont condamné sur le moment. Il en ressort la mémoire globale d'un Mai-68 festif et utopique, dont l'esprit aurait été trahi par le recours à la violence de quelques-uns.

Alors, au vu de ces éléments, on pourrait être tenté de conclure simplement à la difficulté de rendre compte des nuances mémorielles de l'épisode contestataire qui a agité l'Europe au lendemain du printemps 1968. Quelque soit leur positionnement politique, les journaux s'accordent pour éluder la question de la violence dans le processus contestataire de la fin des années 1960, question qui a pourtant constitué un élément central des débats passionnés de l'extrême gauche autour de 1970. Considérer 68 comme un bloc monolithique, en France comme en Allemagne, sans rendre compte de sa variété d'acteurs, de mobilisations, d'expérimentations politiques, c'est en quelque sorte en taire l'histoire. La tendance globale tend ainsi à caricaturer tant « l'expérience 68 » que celle des mouvements politiques violents, en les opposant de manière manichéenne.

Exorciser la violence en la dépolitisant semble donc incarner la volonté de réaffirmer un « esprit de Mai » : distinguer de manière positive 68 pour mieux se démarquer des épisodes violents de la décennie 1970. Perçues comme une ombre disqualifiante pour l'expérience contestataire, la Rote Armee Fraktion et Action directe se retrouvent ainsi cantonnées, à leur corps défendant, au rôle de dégénérescence intransigeante d'une joyeuse utopie. Curieuse volonté que celle de tendre vers une mémoire uniformisée des années 68 quand on considère par ailleurs qu'elles constituent un cas d'école de bouillonnement et d'expériences sociales et politiques. Loin de rendre compte de la diversité de l'extrême gauche depuis 1968, la permanence sur près de trente ans de ces discours vide en quelque sorte de sa substance et de sa pluralité « l'expérience 68 » pour la remiser, préservée de la violence, au musée de la contestation. **F. B.**

20. Cité par Hervé Hamon et Patrick Rotman dans *Génération*. Tome 2 : *Les Années de poudre*, Paris, Le Seuil, 1988, coll. Points, pp. 648-649.